

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/111
13 février 2001

(01-0665)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

CINQUIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 5-7 FÉVRIER 2001

Déclaration de la Bulgarie

G/AG/NG/W/94 (Proposition de la Suisse)

Je tiens à remercier la Suisse pour sa proposition globale. Nous la considérons comme une contribution importante au processus de négociation. Nous nous félicitons également de la réponse positive apportée aux préoccupations exprimées par plusieurs pays en transition, y compris la Bulgarie.

Je souhaiterais évoquer en particulier certains éléments de cette proposition.

Tout d'abord, je voudrais souligner l'importance que nous accordons au lancement d'un cycle de négociations de vaste portée qui facilitera les négociations sur l'agriculture et contribuera à répondre aux intérêts de tous les Membres. À cet égard, je voudrais témoigner de l'intérêt que nous attachons, dans le domaine des indications géographiques, à l'extension de la protection à des produits autres que les vins et spiritueux.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'accès au marché et le soutien interne, nous partageons l'opinion exprimée en faveur de nouvelles réductions à partir des niveaux consolidés. Dans le même temps, au cours des négociations, une certaine flexibilité devrait être prévue pour prendre en compte les besoins spécifiques des différents Membres, y compris des pays en transition, comme il est expliqué dans nos propositions conjointes (G/AG/NG/W/56 et 57). Nous prônons l'application de critères objectifs pour le traitement spécifique de groupes de pays, y compris des pays en transition, dans le cadre des négociations de l'OMC. Nous sommes aussi favorables à la proposition qui vise à améliorer l'administration des contingents tarifaires, permettant ainsi une meilleure utilisation de ceux-ci. En ce qui concerne la concurrence à l'exportation, nous soutenons la proposition visant à traiter toutes les formes de subventions à l'exportation sur un pied d'égalité. Le traitement spécial et différencié fait partie intégrante de l'Accord et nous encourageons son renforcement de manière à garantir un traitement plus favorable pour les pays en développement et les économies en transition et à répondre à leurs préoccupations. Une autre question très importante est des considérations autres que d'ordre commercial. En tant que pays en transition traditionnellement doté d'un secteur agricole gros pourvoyeur d'emplois, nous reconnaissons le rôle multifonctionnel de l'agriculture et pensons qu'il devrait en être tenu compte dans la portée du nouvel accord. Il faudrait aussi se soucier des préoccupations environnementales afin d'éviter l'emploi de méthodes de production et de mesures de soutien susceptibles d'avoir une incidence négative sur l'environnement.